



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/124
S/20461

13 février 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 13 février 1989, adressée au Secrétaire général
par les Représentants permanents du Pakistan et de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration pakistano-soviétique adoptée à l'issue des entretiens qui ont eu lieu entre M. Sahabzada Yaqub-Khan, Ministre des affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, et M. Eduard A. Chevardnadze, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Nous vous prions de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé "La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques,

Représentant permanent
du Pakistan,

(Signé) Aleksandr M. BELONOGOV

(Signé) S. SHAH NAWAZ

ANNEXE

Déclaration pakistano-soviétique

Sur l'invitation de M. Sahabzada Yaqub-Khan, Ministre des affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, M. Eduard Chevardnadze, membre du Bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique et Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a effectué une visite de travail au Pakistan les 5 et 6 février 1989.

M. Chevardnadze a été reçu par le Président du Pakistan, M. Ghulam Ishaq Khan, et s'est entretenu avec Mme Mohtarma Benazir Bhutto, Premier Ministre du Pakistan. Il a également eu deux séries d'entretiens avec le Ministre des affaires étrangères du Pakistan.

Les deux parties se sont entretenues de questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment de la situation en Afghanistan. Elles ont également passé en revue les relations bilatérales et discuté des moyens d'élargir encore leur coopération mutuellement avantageuse dans les domaines économique, culturel et technique.

S'agissant de la situation en Afghanistan, les deux parties sont convenues qu'il ne fallait ménager aucun effort pour promouvoir un règlement politique, en vue d'apporter la paix et la tranquillité au peuple afghan et de mettre fin au conflit prolongé qui sévit depuis des années dans ce pays.

Les ministres considèrent que la voie des armes ne peut mener qu'à une détérioration de la situation en Afghanistan, qui causerait de nouvelles pertes en vies humaines et de nouvelles destructions dans tout le pays. Le seul moyen de l'éviter est le règlement politique.

Les deux parties ont réaffirmé leur intention d'encourager la création en Afghanistan d'un gouvernement à large représentation, résultat des efforts déployés par les Afghans eux-mêmes, et qui serait l'expression de leur droit de décider de leur propre avenir et de choisir leurs institutions politiques et économiques, sans aucune ingérence extérieure. Les deux parties ont également réaffirmé leur soutien à un Afghanistan souverain, indépendant et non aligné, entretenant de bonnes relations avec tous ses voisins.

Dans ce contexte, les deux parties ont souligné l'importance de la résolution relative à l'Afghanistan que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée à l'unanimité à sa quarante-troisième session et qui traduit la volonté de la communauté internationale. A leur avis, il ne faut épargner aucun effort pour que cette résolution soit appliquée inconditionnellement.

La partie pakistanaise a noté les mesures prises par l'Union soviétique pour retirer ses troupes d'Afghanistan et s'est félicitée des assurances selon lesquelles le retrait serait terminé avant le 15 février 1989. Dans l'intérêt d'un règlement en Afghanistan, les deux parties ont réaffirmé leur engagement de respecter scrupuleusement les dispositions des accords de Genève.

S'agissant de questions spécifiques concernant la situation en Afghanistan, les ministres ont examiné le problème du rapatriement des réfugiés afghans, dont la majorité se trouvent en territoire pakistanais. Ils ont noté la nécessité de créer des conditions qui permettraient aux réfugiés de retourner dans leurs foyers en toute sécurité et de vivre dans la paix.

Une attention spéciale a été apportée au problème de l'approvisionnement de la population afghane en vivres et autres nécessités en vue d'alléger ses souffrances. Les ministres ont noté avec satisfaction les efforts entrepris à cet égard par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son programme d'assistance économique et humanitaire à l'Afghanistan.

S'agissant des relations bilatérales, les deux parties ont fait le point de la coopération bilatérale dans les domaines économique, scientifique et culturel et décidé de prendre un certain nombre de mesures en vue de la renforcer.

Il a été convenu d'accélérer la création d'une commission ministérielle mixte chargée de promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines.

Les deux parties ont également examiné la coopération portant sur des projets relatifs à la production d'acier et de machines-outils, à la production d'électricité et aux industries extractives.

Les ministres sont convenus que les ministres des affaires étrangères des deux pays tiendraient des consultations régulières sur divers sujets d'intérêt mutuel. Les consultations auraient lieu alternativement à Islamabad et à Moscou.
